

ASSEMBLÉE NATIONALE

11 octobre 2013

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2014 - (N° 1395)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° I-365

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE 3

I. – À la fin de l’alinéa 2, substituer au montant :

« 1500 € »

le montant :

« 2336 € ».

II. – Compléter cet article par l’alinéa suivant :

« II. – La perte de recettes pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à rétablir le plafond de l’avantage procuré par le quotient familial pour chaque demi-part accordée pour charges de famille à son niveau antérieur à la loi de finances pour 2013, c’est-à-dire à 2 336 €. Si le nouveau projet d’abaisser ce plafond à 1500 € dans le présent projet de loi de finances est inacceptable, la première attaque entaillée à notre politique familiale, à laquelle nous sommes très attachés, est une erreur qu’il convient de réparer.